Rapport établi conformément à l’article R. 712-12 du Code de la consommation

Préambule, la commission de surendettement des particuliers du Finistère est compétente pour l’ensemble du département. Elle s’est réunie à 17 reprises au cours de l’année sous revue.

Principaux éléments relatifs à l’activité de la commission

Dépôts de dossiers et redépôts
Le nombre de dossiers déposés dans le Finistère a connu, après 2 années de baisse consécutive, une nouvelle diminution assez marquée -17.9 % (1668 dossiers contre 2031 en 2018), la baisse est de 18.2 % en Bretagne et de 11.9 % au niveau national.
La part des redépôts consécutifs à une suspension d’exécuitivité des créances (sur 12 mois à fin septembre) s’établit à 7.52 % en 2019 (8.66 % en 2018). Taux de redépôt en Bretagne 8.88 % et 8.48 % au niveau national.
La prévention de ces redépôts sera de nouveau en 2020 un axe de travail prioritaire du secrétariat de la Commission.

Recevabilité et orientation
Le taux d’irrecevabilité pour l’année 2019 s’établit à 4% pour le département et la région, 5 % au niveau national.
Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier : 46.1% (49.01%)
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ) : 38.49% (43.50%)
Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ) : 0.77 % (1.93%)
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rééchelonnement de dettes : 60.74% (54.57%)

Conciliation / mesures imposées / mesures d’effacement de dettes
La proportion des dossiers orientés vers un plan de redressement définitif (14 %) reste la plus importante de la région Bretagne (10 %) et qu’au niveau national (8 %)
Le taux de dossier orientés vers une procédure de rétablissement personnel (sous LJ) est identique dans le Finistère et la région à 39 %, au niveau national 40 %. Il était de 43.5% en 2018 pour le Finistère.
Mesures imposées avec effacement partiel et sans effacement : 37 % dans le Finistère, 40 % en Bretagne et 40% au niveau national.

Mesures pérennes et mesures provisoires
La proportion des solutions pérennes réglant la situation de surendettement reste stable à 75 % (74 % en Bretagne et 76 % au niveau national).

1 « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »


### Relations de la Commission et de son Secrétariat avec les autres acteurs de la procédure et avec des organismes tiers

<table>
<thead>
<tr>
<th>Relations avec les parties prenantes de la procédure</th>
<th>Nombre de réunions&lt;sup&gt;1&lt;/sup&gt;</th>
<th>Objectif / Thème de la réunion</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tribunal ou greffe du tribunal</td>
<td>1</td>
<td>Présentation du rapport d'activité 2018.</td>
</tr>
<tr>
<td>Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)</td>
<td>/</td>
<td>Prises de contact téléphoniques au cas par cas selon dossier afin de coordonner les actions.</td>
</tr>
<tr>
<td>Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)</td>
<td>4 réunions 59 travailleurs sociaux assimilés rassemblés</td>
<td>CAF, COALLIA, ANLCI : surendettement et inclusion bancaire.</td>
</tr>
<tr>
<td>Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale</td>
<td>/</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière</td>
<td>5 réunions 95 travailleurs sociaux assimilés rassemblés</td>
<td>Procédures de surendettement et inclusion bancaire</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres parties prenantes : Etablissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs…</td>
<td>2 réunions</td>
<td>Ensemble des banquiers de la place pour « inclusion bancaire et fragilité financière »&lt;sup&gt;4&lt;/sup&gt;</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale…)</td>
<td>8 réunions</td>
<td>2 interventions dans des écoles primaires rurales (24 élèves) 1 intervention en lycée (61 élèves) 1 intervention IUT (15 étudiants) 4 réunions avec la DDFIP (61 personnes)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Relations avec les Tribunaux :**

L'objectif de cette concertation visait à coordonner les relations entre le secrétariat de la Commission et les acteurs judiciaires : juges et greffiers.

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés : transmission sous « EXPLOC » des dossiers de surendettement recevables à la procédure et présentant une dette de loyer.

<sup>1</sup>(organisées ou participation)
PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Les situations juridiques des couples en instance de séparation (ou de personne possédant des biens en indivision) rendent difficiles l’élaboration de solutions pérennes du fait notamment de l’incertitude sur la répartition du patrimoine ou de l’occupation par l’un des membres du bien immobilier appartenant à la communauté.

La montée en puissance des locations avec option d’achats (LOA) dans le cadre de l’achat d’un véhicule neuf.

Nouveaux surendettés âgés résidant dans les EPHAD.

Quimper le 18 février 2020,

Le président de la Commission
Francois-Xavier LORRE

Le secrétaire de la Commission
Denis KERVELLA
### ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
### DONNÉES D'ACTIVITÉ

#### Rapport d'activité des commissions (Indicateurs)
##### Données d’activité

<table>
<thead>
<tr>
<th>Finistère</th>
<th>Indicateurs</th>
<th>2018</th>
<th>2019</th>
<th>variation 2019/2018 en %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Dossiers déposés</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)</td>
<td>43,68%</td>
<td>47,04%</td>
<td>-17,9%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)</td>
<td>6,66%</td>
<td>7,52%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers décédés recevables par la commission</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers recevables avec résidence principale</td>
<td>18,50%</td>
<td>15,82%</td>
<td>-16,7%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers décédés irrecevables par la commission</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers irrecevables avec bien immobilier</td>
<td>41,11%</td>
<td>42,05%</td>
<td>-24,4%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers orientés par la commission</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier</td>
<td>49,01%</td>
<td>46,10%</td>
<td>-16,3%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LI)</td>
<td>43,50%</td>
<td>38,49%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LI)</td>
<td>1,93%</td>
<td>0,77%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réémbargement de dettes</td>
<td>54,57%</td>
<td>60,74%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n’ont pas fait l’objet d’une ouverture des mesures) (A)</td>
<td>5,96%</td>
<td>5,25%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)</td>
<td>4,00%</td>
<td>4,05%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées suite RP sans LI (C)</td>
<td>41,60%</td>
<td>38,76%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion d’accords débiteurs sur PRP avec LI (D)</td>
<td>1,51%</td>
<td>0,83%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)</td>
<td>14,89%</td>
<td>14,31%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)</td>
<td>8,80%</td>
<td>7,10%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d’attente (consistant en un réémbargement ou un report des dettes)</td>
<td>6,09%</td>
<td>7,22%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)</td>
<td>32,04%</td>
<td>36,79%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)</td>
<td>23,78%</td>
<td>28,74%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement</td>
<td>13,51%</td>
<td>16,04%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées d’attente sans effacement (consistant en un réémbargement ou une suspension d’exigibilité des créances)</td>
<td>8,27%</td>
<td>8,05%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)</td>
<td>75,69%</td>
<td>75,43%</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Décisions du juge infirmant la décision d’irrecevabilité ou de déchéance de la commission, à la suite d’un recours (sur 12 mois à fin septembre)</strong></td>
<td>20</td>
<td>18</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Décisions du juge infirmant la décision de recevabilité de la commission, à la suite d’un recours (sur 12 mois à fin septembre)</strong></td>
<td>9</td>
<td>11</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Rapport d'activité des commissions (Indicateurs)
Structure des décisions

<table>
<thead>
<tr>
<th>Indicateurs</th>
<th>Finistère</th>
<th>BRETAGNE</th>
<th>METROPOLE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Proportion de dossiers décidés irrecevables*</td>
<td>4%</td>
<td>4%</td>
<td>5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées suite RP sans LI*</td>
<td>39%</td>
<td>39%</td>
<td>40%</td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs*</td>
<td>14%</td>
<td>10%</td>
<td>8%</td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement*</td>
<td>37%</td>
<td>40%</td>
<td>40%</td>
</tr>
<tr>
<td>Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*</td>
<td>75%</td>
<td>74%</td>
<td>76%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*en % de dossiers traités
# ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D’ACTIVITÉ
## TYPOLOGIE DE L’ENDETTEMENT

### Rapport d’activité des commissions (Endettement)

#### Finistère

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en milliers €</th>
<th>Nombre de dettes recevables</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global</th>
<th>Part des situations concernées</th>
<th>Endettement médian en €</th>
<th>Nombre médian de dettes par situation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>56 809</td>
<td>1 335</td>
<td>6 292</td>
<td>79,6%</td>
<td>85,5%</td>
<td>14 949</td>
<td>4,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes immobilières</td>
<td>30 332</td>
<td>325</td>
<td>622</td>
<td>42,4%</td>
<td>20,8%</td>
<td>84 883</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes à la consommation</td>
<td>25 446</td>
<td>1 153</td>
<td>4 721</td>
<td>35,6%</td>
<td>76,4%</td>
<td>10 507</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont autres dettes financières</td>
<td>1 092</td>
<td>780</td>
<td>949</td>
<td>1,5%</td>
<td>50,0%</td>
<td>806</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>5 918</td>
<td>1 236</td>
<td>5 082</td>
<td>8,3%</td>
<td>79,2%</td>
<td>3 004</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>8 689</td>
<td>905</td>
<td>1 944</td>
<td>12,2%</td>
<td>58,0%</td>
<td>1 601</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Endettement global</td>
<td>71 475</td>
<td>1 561</td>
<td>13 318</td>
<td>100,0%</td>
<td>100,0%</td>
<td>18 477</td>
<td>7,0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Bretagne

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en milliers €</th>
<th>Nombre de dettes recevables</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global</th>
<th>Part des situations concernées</th>
<th>Endettement médian en €</th>
<th>Nombre médian de dettes par situation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>183 810</td>
<td>4 816</td>
<td>21 422</td>
<td>73,9%</td>
<td>85,0%</td>
<td>12 674</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes immobilières</td>
<td>95 768</td>
<td>994</td>
<td>1 996</td>
<td>38,6%</td>
<td>17,4%</td>
<td>87 980</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes à la consommation</td>
<td>83 448</td>
<td>4 241</td>
<td>15 873</td>
<td>33,6%</td>
<td>74,5%</td>
<td>10 301</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont autres dettes financières</td>
<td>4 034</td>
<td>2 837</td>
<td>3 553</td>
<td>1,7%</td>
<td>59,1%</td>
<td>814</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>26 671</td>
<td>4 609</td>
<td>20 924</td>
<td>10,8%</td>
<td>81,4%</td>
<td>3 404</td>
<td>4,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>38 037</td>
<td>3 423</td>
<td>7 911</td>
<td>15,3%</td>
<td>60,4%</td>
<td>1 710</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Endettement global</td>
<td>248 018</td>
<td>5 664</td>
<td>49 759</td>
<td>100,0%</td>
<td>100,0%</td>
<td>17 009</td>
<td>8,0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Métropole

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type de dettes</th>
<th>Encours des dettes en milliers €</th>
<th>Nombre de dettes recevables</th>
<th>Nombre de dettes</th>
<th>Part dans l’endettement global</th>
<th>Part des situations concernées</th>
<th>Endettement médian en €</th>
<th>Nombre médian de dettes par situation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes financières</td>
<td>4 446 515</td>
<td>113 432</td>
<td>520 669</td>
<td>73,4%</td>
<td>84,1%</td>
<td>14 810</td>
<td>4,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes immobilières</td>
<td>2 118 403</td>
<td>19 343</td>
<td>33 139</td>
<td>34,9%</td>
<td>14,3%</td>
<td>93 930</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont dettes à la consommation</td>
<td>2 228 869</td>
<td>101 909</td>
<td>411 606</td>
<td>36,8%</td>
<td>75,3%</td>
<td>12 684</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>dont autres dettes financières</td>
<td>99 243</td>
<td>60 577</td>
<td>75 924</td>
<td>1,6%</td>
<td>44,5%</td>
<td>800</td>
<td>1,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes de charges courantes</td>
<td>780 240</td>
<td>109 141</td>
<td>430 773</td>
<td>12,9%</td>
<td>80,9%</td>
<td>3 611</td>
<td>3,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>835 061</td>
<td>74 814</td>
<td>166 686</td>
<td>13,8%</td>
<td>55,5%</td>
<td>1 791</td>
<td>2,0</td>
</tr>
<tr>
<td>Endettement global</td>
<td>6 061 836</td>
<td>134 865</td>
<td>1 118 128</td>
<td>100,0%</td>
<td>100,0%</td>
<td>18 952</td>
<td>7,0</td>
</tr>
</tbody>
</table>